

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 43

Bulletin d'information de la  
**Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### BRIC 2005 EN CHIFFRES.

*L'année 2005 a plus que confirmé la montée en puissance des économies du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine – regroupées sous le sigle BRIC par les analystes. Ainsi, la Chine se classe à la quatrième place mondiale pour le produit intérieur brut, et enregistre un excédent commercial record : plus de 100 milliards de dollars contre 32 milliards en 2004. L'Inde élève son taux de croissance à près de 8%, et son industrie informatique est en passe de devenir l'une des plus performantes de la planète, au point de représenter 7% du PIB à l'horizon 2010. Le Brésil a dégagé le plus important excédent commercial de son histoire (44 milliards de dollars), dont 55% de produits manufacturés. Quant à la Russie, son économie est dopée par le renchérissement des prix du pétrole et du gaz, dont elle est l'un des principaux producteurs mondiaux.*

### LE MEDEF EN VEUT PLUS.

*Lors de l'assemblée générale annuelle de l'organisation patronale qui s'est tenue le 17 janvier, sa présidente, Laurence Parisot, a remis en cause la fixation par les pouvoirs publics de la durée légale du travail et du montant du smic. La déréglementation tous azimuts, tel est le programme que le Medef souhaite voir triompher en 2007.*

### LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE.

*Le livre à succès de Serge Halimi vient d'être réédité avec une version actualisée et augmentée (éditions Raisons d'Agir). L'auteur y montre, exemples à l'appui, que la presse écrite et audiovisuelle est dominée par un journalisme de révérence, par une pensée de marché et des réseaux de connivence. A l'heure où les patrons de presse s'appellent Dassault, Lagardère ou Rothschild, la (re)lecture de ce livre s'avère indispensable.*

### LES DOCKERS REMPORTENT UNE MANCHE.

*Le Parlement européen a rejeté la directive de la Commission de Bruxelles portant sur la libéralisation des services portuaires, laquelle était directement inspirée du projet Bolkestein. Cette directive autorisait le chargement et le déchargement des marchandises par les équipages, souvent sous-payés. Le 16 janvier, les dockers européens ont massivement fait grève et 10 000 d'entre eux ont manifesté à Strasbourg et se sont heurtés aux forces de l'ordre.*

## EDITO: SARKOZY SE REVE EN BONAPARTE

Les salons de la place Beauvau étant trop exigus pour sa grande ambition, le ministre de l'Intérieur a choisi la salle Gaveau, bien connue des mélomanes, pour présenter ses vœux à la presse. Le premier violon de l'UMP en a profité pour mettre en musique son programme en matière institutionnelle, et camper en quelques coups d'archet ce « président-leader » dont il rêve d'endosser les habits.

Dans l'optique sarkozyenne, exit le Premier ministre, qui cède la place à un ministre chargé de coordonner l'action de ses collègues - un secrétaire, en quelque sorte. Le pouvoir exécutif serait entre les mains d'un seul homme, alors que la constitution de 1958 instaure une complémentarité entre l'Elysée et Matignon, tout en plaçant le Premier ministre à la merci d'une motion de censure de l'Assemblée Nationale.

C'est donc - et il ne s'en cache pas - une évolution sans fard vers un régime présidentiel à l'américaine que Sarkozy appelle de ses vœux, justifiant son choix par l'instauration du quinquennat. Mais au-delà de cette argutie, le « premier flic de France » dessine en fait un régime autoritaire qui va à l'encontre des aspirations démocratiques de notre peuple. Fascinée par le bonapartisme, la bourgeoisie a retrouvé un héraut, dont la poigne permettrait de mater les « classes dangereuses », c'est à dire les laissés-pour-compte des politiques libérales, et d'arbitrer les conflits internes de la classe dirigeante.

Cette dérive est d'autant plus inquiétante que le ministre de l'Intérieur a récemment multiplié les décisions illégales et les propos provocateurs, à l'égard des jeunes de banlieue, comme on s'en souvient, mais également contre les journalistes, les avocats ou les immigrés. Pourtant le bilan de sa gestion ministérielle est calamiteux : explosion sans précédent dans les banlieues, multiplication des incidents dans les trains,...Le champion du « tout sécuritaire » est incapable d'assurer la sécurité pour tous les citoyens, alors que c'est le premier devoir d'un ministre républicain.

Pour appliquer son programme - la mise en place d'une société libérale à l'anglo-saxonne -, Sarkozy a besoin d'un pouvoir fort et cherche à incarner un « homme providentiel » capable de subjuguier le pays par le verbe, le clientélisme (et sa variante : le communautarisme), quand ce n'est pas la répression. « Mes policiers, mes juges, mes évêques », se plaisait à dire Napoléon ; Sarkoléon pourrait ajouter « mes imams », puisque dans son projet de passer au Kärcher la loi de 1905 portant sur la séparation des églises et de l'Etat, il affiche l'intention de former et de labelliser les représentants du culte musulman.

Suite page 2

Balladur applaudit. Géné, Bayrou ne peut que constater que le programme institutionnel de Sarkozy est identique au sien. Hélas, c'est aussi celui de Jack Lang ou de Lionel Jospin...Et on sait que la synthèse du Mans a relégué aux calendes toute réflexion sérieuse du PS sur la démocratisation de nos institutions.

C'est pourtant d'une tout autre évolution dont les Français ont besoin. En République, le seul pouvoir fort est celui qu'exercent en conscience les citoyens, et la démocratie, faut-il le rappeler, est le pouvoir du peuple, pas celui d'un « leader ». Associer le peuple à l'exercice et au contrôle du pouvoir, notamment par la relance d'une citoyenneté interactive où les élus et leurs mandants entretiennent un dialogue permanent, tel est l'objectif que doit se fixer la gauche.

## LE DROIT DU TRAVAIL DE PLUS EN PLUS REDUIT A LA PEAU DE CHAGRIN

« L'année utile », comme l'appelle le duo Chirac-Villepin, commence en fanfare dans le domaine social! La Cour de cassation a ouvert le feu, jeudi 12 janvier, en rendant un arrêt qui justifie les licenciements décidés « pour prévenir des difficultés à venir liées à des évolutions technologiques et à leurs conséquences pour l'emploi, sans être subordonnées à des difficultés économiques à la date du licenciement ». Conséquence : les chefs d'entreprise pourront ainsi « dégraisser » leurs effectifs au seul motif que l'avenir de leur branche n'est pas rose...

Deuxième round le 16 janvier : Villepin annonce la mise en place d'un « contrat première embauche » pour les jeunes de moins de 26 ans, lequel, à l'instar du « contrat nouvelle embauche » concocté en juillet dernier, repose sur une période de d'essai de deux ans dérogatoire du droit commun. Autrement dit, deux ans de précarité pour les jeunes salariés, deux ans au cours desquels leur patron pourra les licencier sans motif. Autre mesure : un CDD de 18 mois renouvelable une fois pour les plus de 57 ans. Bref, la précarité aux deux bouts du parcours professionnel. Et Villepin d'annoncer un prochain train de mesures portant sur « l'évolution générale des contrats de travail ».

La suppression progressive des CDI, inscrite par Sarkozy dans son programme, figure aussi sur la feuille de route de Matignon. Malgré le verbiage « républicain » de Villepin, entre les deux champions de la droite c'est désormais : « plus libéral que moi tu meurs... » Les syndicats se sont unanimement élevés contre cette nouvelle très grave atteinte au droit du travail. Quant à la gauche, toute la gauche, elle doit impérativement s'engager à abroger les lois antisociales votées depuis 2002, de la loi Fillon sur les retraites jusqu'aux contrats précaires de Villepin.

Si la gauche est victorieuse en 2007, nous proposons que les pouvoirs soient immédiatement rééquilibrés en faveur de l'Assemblée Nationale et du Gouvernement, et que les citoyens soient associés à l'élaboration des lois comme à l'action gouvernementale. Mais les institutions de la Vème République ne présentent sûrement pas le cadre idéal pour assurer cette démocratisation. Une révision importante des institutions s'impose. Celle-ci ne doit pas être l'apanage des professeurs de droit constitutionnel. Il faudra organiser un grand débat national en préalable à l'élection à la proportionnelle d'une Assemblée Constituante. Le peuple français est majeur : il n'a nul besoin d'un sauveur suprême. Il a toutes les capacités de prendre son destin en main.

## LA GAUCHE REPUBLICAINE PARTICIPERA A LA RENCONTRE DU 8 FEVRIER.

Plusieurs formations de gauche vont se rencontrer le 8 février 2005. La Gauche Républicaine participera à cette rencontre. Résolument engagés l'an dernier pour le non au référendum sur le « traité constitutionnel » de l'UE, nous nous félicitons que la gauche explore à nouveau les chemins d'une union nouvelle, dont le ciment ne peut être qu'une alternative au néo-libéralisme

Selon nous, ce processus de discussion doit être guidé par trois grands principes :

1-Nous devons rechercher un accord politique sans exclure a priori aucune formation de gauche. Priorité au contenu .

2-L'orientation d'un futur gouvernement de gauche doit être clairement anti-libérale. De La Paz à Paris, la mondialisation financière est de plus en plus contestée par les peuples. Pour être crédible et rassembler ses électeurs, la gauche doit impérativement répondre au message adressé le 29 mai par les Français. Il faut changer de cap, dans notre pays et en Europe ! Réaffirmer les principes républicains, veiller au respect sans faille de la laïcité, défendre et reconstruire les services publics, revaloriser les revenus du travail, réformer la fiscalité, interdire les licenciements spéculatifs, impulser une politique de grands travaux d'infrastructure et de construction de logements, promouvoir l'Europe sociale et relancer le dialogue Nord-Sud : telles sont les têtes de chapitre incontournables d'un programme de gauche pour 2007.

3-L'élaboration de ce projet alternatif ne peut aboutir si elle reste confinée aux états majors .Elle doit mobiliser les citoyens, susciter un vaste débat national qu'il revient à la gauche d'organiser et d'impulser. Sans mobilisation populaire, il n'y a pas d'avancée populaire non plus.

**Pierre CARASSUS**  
**Secrétaire Général de la Gauche Républicaine**